

**Londres rejette
tout compromis
avec les grévistes
de la faim
en Irlande du Nord**

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 35 p. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.U., 95 cents ; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 24

**5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Telex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23**

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La diplomatie américaine en gestation

Plus de cinq mois après une élection lui conférant, disait-on en novembre, un « clair mandat », l'administration républicaine est encore à la recherche d'une politique étrangère cohérente. La meilleure preuve de cet attentisme est qu'aucune des grandes ambassades américaines en Europe n'a été pourvue de nouveaux titulaires, ce qui réduit le rôle des ambassadeurs encore en place à l'expédition des affaires courantes. Mieux encore, cinq des principaux collaborateurs du général Haig n'ont toujours pas reçu du Sénat confirmation de leur titre ; simple formalité sans doute, mais dont l'absence fait planer une ombre sur leur autorité. Enfin, l'attentat contre M. Reagan a contribué sans aucun doute à retarder le moment où les États-Unis pourront présenter au monde un programme diplomatique bien défini.

Dans l'intervalle, on assiste à de grandes manœuvres rhétoriques et à une série de postures qui ne cachent même pas qu'on en est toujours à la période des tâtonnements. Les propos du général Haig sur les droits de l'homme, distinguant leurs violations selon qu'elles sont commises par des régimes totalitaires ou simplement autoritaires, relèvent de la manie classificatrice américaine plus que d'une pensée articulée.

La vision radicale du « mal soviétique » qui sous-tend ces notions n'a pas encore été soumise à l'épreuve des faits. Il faudra bien en faire abstraction quand on reprendra sérieusement les négociations avec l'U.R.S.S. ce qui n'est évidemment qu'une question de temps. Songe-t-on sérieusement à la contrer d'ici-là sur le terrain, comme pouvaient le laisser entendre certaines déclarations sur un possible soutien aux rebelles afghans et aux maquis angolais de l'Unita ? Il semble, dans les deux cas, que les mots soient voués à rester des mots.

L'Europe n'est pas davantage fixée sur les intentions américaines à son égard. C'est pourtant un domaine que le général Haig connaît de première main puisqu'il a été à la tête des forces de l'OTAN quatre ans durant. C'est de son temps, en 1977, que fut décidé par le conseil atlantique un relèvement de 3 % des dépenses militaires des pays membres. Aujourd'hui, selon un « document confidentiel » qui s'étaie en première page de l'« International Herald Tribune », le Pentagone renoncera à faire de ce pourcentage un objectif littéral, au profit d'un calcul de la contribution de chaque pays tenant compte de multiples paramètres. Cette « flexibilité » aurait l'aval du général Haig. Le rôle de l'Europe dans la stratégie globale des États-Unis n'est pas clarifié pour autant.

Incertitudes et flottements marquent ailleurs la démarche diplomatique américaine (qu'en est-il à ce jour du Salvador, présenté hier comme le « test » de la solidarité occidentale ?). Faut-il le regretter ou se féliciter au contraire de voir le nouvel exécutif avancer à pas comptés plutôt que d'amorcer ce « virage en épingle à cheveux » qu'eût comporté une rupture complète avec la diplomatie de M. Carter ?

Disons qu'il y a un temps pour tout, et que les États-Unis ne sauraient laisser trop longtemps en suspens les grands problèmes de politique étrangère sans compromettre le « leadership » qu'ils entendent restaurer par le vote du 4 novembre.

LES APPELS DES CANDIDATS A L'APPROCHE DU PREMIER TOUR

- M. Chirac s'adresse aux Français et prétend être en mesure d'égaliser le candidat socialiste
- M. Mitterrand demande aux électeurs de ne pas disperser leurs voix

Changelement de ton dans la campagne présidentielle : il devient plus pressant chez les quatre principaux candidats, même pour les deux d'entre eux qui paraissent assurés de leur présence au second tour, MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand. Eux aussi se préoccupent de plus en plus de protéger leur assise électorale au scrutin du 28 avril. Comme l'avaient fait ses lieutenants, le candidat socialiste a appelé ses électeurs naturels à voter utile au premier tour en ne dispersant pas leurs voix.

M. Giscard d'Estaing développe le thème suivant lequel il faut confier « la construction de la maison à celui qui a construit les fondations » (et non à des « démolisseurs »).

M. Chirac, dont la certitude réaffirmée d'être présent au second tour est considérée comme une tentative d'intoxication par ses rivaux, a lancé mercredi un « appel solennel aux Français » dans lequel il s'adresse non seulement

aux gaullistes, mais aussi aux électeurs de sensibilité giscardienne ou socialiste pour leur demander leur soutien afin d'éliminer, dès le premier tour « le risque que représenterait l'élection de M. Mitterrand ». Le maire de Paris assure que l'adhésion qu'il obtient au cours de sa campagne rend vraisemblable l'hypothèse selon laquelle il se situerait au premier tour au même niveau que le candidat socialiste. (Lire page 42 le texte de cet appel.)

M. Marchais devait participer à un meeting mercredi à Issy-les-Moulineaux, et l'un de ses proches, M. Lajoie, a rappelé qu'un score inférieur à 20 % ne serait pas jugé comme bon par le P.C.F.

A la Bourse de Paris, sur la foi de rumeurs suivant lesquelles le second tour se limiterait à un affrontement entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac, la gauche étant éliminée au premier tour, les cours ont enregistré une augmentation générale de 2,3 %.

Entretien avec...

Mme Marie-France Garaud

« Il faut donner des pouvoirs économiques aux régions »

À l'inverse de bon nombre de ses concurrents à l'élection présidentielle, Mme Marie-France Garaud n'a pas de programme économique chiffré et ne veut pas en avoir. Elle s'en tient à la définition de quelques grandes orientations : stimuler la croissance, sans relâche par la consommation ; abaisser les

coûts de production des entreprises ; encourager les investissements ; reconquérir le marché intérieur ; stopper la croissance du budget social ; réformer en profondeur le système de couverture sociale ; enfin, « mutation personnelle » d'une femme qui fut longtemps « jacobine », donner des pouvoirs aux régions.

« Les thèmes économiques ont dominé la campagne : l'emploi, l'inflation... »

— L'inflation ? vous remarquerez qu'ils n'en parlent pas du tout. C'est oublié, gommé. Sauf pour M. Barre, mais il n'est pas candidat.

— Si vous accédiez à la magistrature suprême, vous vous trouveriez dans la position d'un chef d'entreprise qui reprend une usine et qui est bien obligé de définir ses objectifs.

— Je me méfie des programmes chiffrés. Il y a une sorte de fatalité historique qui les poursuit et qui fait que, jamais, ils ne se réalisent. Ce qu'il faut, c'est tracer les grandes orientations et être déterminé à s'y tenir. Ensuite, à l'application, il faut être pragmatique et réaliste, et s'appuyer sur les hommes les plus qualifiés. Sinon, on ajoute un programme

de Blois à un programme de Provins, et l'on obtient ce que vous savez, ce que tout le monde peut constater, notamment en matière d'emploi.

— Vos vues en matière d'emploi paraissent tout de même un peu vagues ?

— Si vous voulez dire que je ne précise pas qu'il y aura tant d'emplois créés ici ou là, tant de départs à la préretraite, c'est exact, je ne chiffe pas.

« La vérité est que le problème de l'emploi n'est que l'un des aspects, douloureux d'ailleurs, du problème général de la conduite de l'économie. La situation de l'emploi en découle. L'expérience de M. Barre est là pour le prouver. Le freinage de l'activité a été chez lui délibéré, et, s'il n'avait pas craint une véritable explosion sociale, il serait allé encore plus loin dans cette voie.

rien qui puisse étonner ni inquiéter : à mesure que le scrutin se rapproche, le candidat du P.S., rejoint l'étage normal de son parti, tel qu'il a pu être récemment mesuré à l'occasion des élections européennes (23,53 % pour la liste commune P.S.-M.R.G.).

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 4)

Le résultat, vous le lisez dans les courbes du chômage.

« Cela dit, je ne crois pas, comme M. Mitterrand, que la solution passe par une relance massive de la consommation. Cette relance aurait, dans les circonstances présentes, comme premier effet une forte progression de nos importations, et donc une accentuation de notre déficit extérieur. Je crois que l'on pourrait commencer par une véritable reconquête du marché intérieur. J'ai été la première à le dire, d'autres ont suivi, et c'est tant mieux. Le premier moteur de l'économie, le plus puissant, c'est la consommation intérieure, s'exprimant sur le marché national.

Après la simplicité un peu affectée du début, le style est devenu de plus en plus personnel et souverain. Après avoir laissé dire que jamais l'information n'avait été « plus libre dans sa diversité et son volume », le président s'est donné habilement mais opiniâtrement la maîtrise, directe ou indirecte, des grands moyens de communication. Et, tout en empruntant des thèmes à la nouvelle droite, il a repris pour finir le refrain classique de la vieille droite contre « le régime des partis ».

Dans le domaine politique comme en d'autres, le septennat s'achève aussi mal qu'il avait bien commencé.

L'évolution a été parallèle dans celui de la justice, encore qu'on ait peine, là aussi, à situer le point de rupture ou de retournement. Mais entre la poignée de main aux détenus lyonnais, dont le président sortant a bien tort de chercher aujourd'hui à s'exculper, et les nouvelles ri-

Propos recueillis par JEAN-YVES LHOMEAU et FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 11.)

L'embaras du choix

par JACQUES FAUVET

C'EST la première fois qu'un président français élu au suffrage universel sollicite le renouvellement de son mandat. C'est donc sur son bilan qu'il doit d'abord être jugé.

La difficulté est qu'en sept ans il y a eu plusieurs politiques, plusieurs styles et, si l'on peut dire, plusieurs hommes. Il y a eu tantôt le gouvernement de l'action et de la réforme, tantôt le gouvernement de la parole, de l'apparence, parfois de l'illusion. Il y a eu le temps du changement et celui de l'immobilisme, celui de l'ouverture et celui du dédain.

Le domaine des institutions est celui où l'on ne peut soupçonner les intentions initiales de libéralisme, de décentralisation, d'alternance, c'est aussi celui où le contraste est le plus net entre le dessein et les réalisations. Face au nouveau démocratique que furent la majorité à dix-huit ans, l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel et du médiateur, les tentatives de contact avec l'opposition, la réforme — inachevée — des collectivités locales, le nouveau statut de la Ville de Paris, la suppression largement inapplicable du secret administratif, on a assisté à une emprise croissante de la bureaucratie sur la société et au renforcement constant de l'autorité du président sur le gouvernement et l'administration, de l'exécutif sur le Parlement. Le pouvoir s'exerce aujourd'hui sans partage.

Après la simplicité un peu affectée du début, le style est devenu de plus en plus personnel et souverain. Après avoir laissé dire que jamais l'information n'avait été « plus libre dans sa diversité et son volume », le président s'est donné habilement mais opiniâtrement la maîtrise, directe ou indirecte, des grands moyens de communication. Et, tout en empruntant des thèmes à la nouvelle droite, il a repris pour finir le refrain classique de la vieille droite contre « le régime des partis ».

Dans le domaine politique comme en d'autres, le septennat s'achève aussi mal qu'il avait bien commencé.

L'évolution a été parallèle dans celui de la justice, encore qu'on ait peine, là aussi, à situer le point de rupture ou de retournement. Mais entre la poignée de main aux détenus lyonnais, dont le président sortant a bien tort de chercher aujourd'hui à s'exculper, et les nouvelles ri-

LES GRÈVES DU CINÉMA AMÉRICAIN

Hollywood et les syndicats

Parodiant le vieil adage « A Hollywood, rien n'est sûr si ce n'est la mort, les impôts et les imprésarios », on pourrait ajouter « et les grèves ».

En dépit d'une solide tradition revendicatrice attachée à l'histoire de l'industrie cinématographique, c'est la première fois que tous les grands syndicats artistiques, les uns après les autres, appellent à cesser le travail.

Les acteurs ont déclenché l'offensive, par l'intermédiaire du groupement le plus important, la SAG (Screen Actors Guild), appuyé par l'AFTRA (American Federation of Television and Radio Artists). La grève, exceptionnellement dure, a paralysé la production cinématographique et télévisée du 21 juillet au 24 octobre 1980. Les musiciens, représentés par l'A.F.M. (American Federation of Musicians), ont suivi du 1er août 1980 au 15 janvier 1981. Mais les conséquences ont été moins radicales. Les producteurs avaient la ressource de faire travailler des étrangers ou d'uti-

Jean D'ORMESSON
de l'Académie française

DIEU SA VIE SON ŒUVRE
roman

Jean d'Ormesson nous donne là un roman total, exhaustif, définitif.
Michel Tournier de l'Académie Goncourt

Gallimard

AU JOUR LE JOUR

Inégal

Décadentement, cette compétition électorale est de plus en plus disproportionnée. En effet on trouve, en cherchant bien : neuf pleureuses, huit démoisseurs sept hommes, six petits coureurs, cinq députés en exercice, quatre grands courants, trois femmes et deux favoris... contre un seul Giscard d'Estaing !

HENRI MONTANT.

Page 15 :

VOYAGE AU PAYS DE L'INFORMATION AUDIO-VISUELLE

A Europe 1

par DOMINIQUE POUCHIN

L'embarras du choix

(Suite de la première page.)

Si l'on ajoute une sensible amélioration du cadre de vie pour beaucoup, on admettra que le bilan global est ici positif. Mais l'abandon progressif d'une véritable politique culturelle, ambition de ses prédécesseurs, et la fin des réformes de l'enseignement après la mise en place — de plus en plus contestée à droite — du collège unique, font craindre que l'accès à la culture et à l'éducation, c'est-à-dire finalement l'égalité des chances, ne soit réduit, à un moment où tous les candidats promettent moins de temps de travail et plus de temps de loisirs.

Mais aux injustices anciennes en partie corrigées depuis sept ans sont venues s'ajouter celles qui sont nées de la crise économique.

Le chômage et l'inflation auront été au cœur de la campagne électorale après avoir été l'objet de controverses, au cours des dernières années du septennat, au sein même de la majorité. Le président a longtemps excellé à en estomper la réalité en choisissant les comparaisons chiffrées, dans le temps et l'espace, propres à justifier son optimisme. Plus d'une fois il en a prophétisé la fin.

Majorant l'incidence des chocs pétroliers, comme si la France était seule à les subir, il s'est longtemps interdit d'établir un véritable diagnostic. Mais l'indice des prix et celui du chômage ont eu raison du docteur Coué.

L'actif économique du septennat n'est cependant pas négligeable, en le réduisant à ses points forts : la politique nucléaire, même si elle assure moins qu'on ne le dit l'indépendance énergétique ; plusieurs restructurations industrielles, celles du début du septennat, même si la rentabilité ne va pas nécessairement de pair avec le gigantisme des groupes ; la création ou le développement d'industries et de technologies de pointe : le taux de croissance, plus élevé que celui de la plupart des pays occidentaux ; la politique budgétaire, qui a maintenu le déficit dans des limites acceptables ; la création du système monétaire européen et la stabilité du franc ; enfin la liberté des prix, qui aurait dû

cependant se limiter dans un premier temps aux produits industriels.

Entre l'actif et le passif se situent les échanges et l'endettement. Au cours du septennat, l'économie française a été de plus en plus intégrée à l'économie mondiale. Mais si le solde de la balance commerciale industrielle est positif, il est déficitaire avec les trois plus grands pays industriels. Quant à l'endettement, il s'est accru en sept ans dans des proportions d'autant plus inquiétantes que, s'il est assez largement compensé par des créances, les prêts ont été consentis à des pays de moins en moins solvables.

Au passif enfin s'inscrivent notamment le sacrifice de trop de secteurs industriels ; l'incompréhensible méconnaissance des activités et des ressources de la mer ; les réformes fiscales mal préparées ; les mesures de relance ou au contraire de stabilisation à contretemps et, enfin et surtout, le chômage et l'inflation.

Les prix ont doublé en sept ans. Aucune réforme en profondeur des circuits financiers et monétaires n'a été entreprise, le gouvernement ne s'en remettant qu'au sclérosant encadrement du crédit, alpha et oméga de la politique de l'ancien ministre des finances, aujourd'hui président sortant.

L'argument du double choc pétrolier, dont on aura usé jusqu'au dernier baril, ne suffit pas à expliquer la hausse continue des prix ; il dispense, il est vrai, de s'attaquer à fond aux autres causes, structurelles celles-là, de l'inflation.

Le chômage est directement lié à l'inflation, et tous les palliatifs de tous les pactes pour l'emploi ne suffiront pas à le réduire sans une relance de l'investissement dont l'insuffisance est à inscrire au passif du septennat.

Finalement, le manque de clairvoyance dans un domaine où le président sortant passait pourtant pour un maître a valu à l'économie française, indépendamment de la crise mondiale, des difficultés, des déboires qu'il s'est réélus, se reproduiront sous d'autres formes dans la mesure où on le retrouverait avec les mêmes défauts.

Politique étrangère

Si, à tort ou à raison, M. Giscard d'Estaing n'était pas allé à Varsovie, la politique étrangère aurait été bien absente de la campagne électorale, en dépit des interpellations répétées de Mme Marie-France Garaud.

Au crédit du président sortant, on doit porter nombre d'initiatives qui, faute d'avoir trouvé des répondants, ont fait long feu : le dialogue Nord-Sud, puis le projet avorté d'un dialogue euro-arabe, le sommet des Quatre Grands occidentaux demeuré sans lendemain. Si la création du conseil européen lui est due, que de réunions bilatérales ou occidentales suivies de communiqués triomphants ou même triomphalistes vite démentis par les faits.

Ministre des finances ou chef de l'Etat, M. Giscard d'Estaing n'a jamais été un bon négociateur à Bruxelles. Sa politique européenne donne l'impression de flotter et de se réduire progressivement au couple franco-allemand, nécessaire mais non suffisant.

Une politique étrangère n'implique évidemment pas qu'on « soit mal avec tout le monde ». Mais les relations personnelles ne peuvent suppléer les rapports de force. S'il fallait aller voir M. Brejnev à Varsovie, il ne fallait pas annoncer aux Neuf, réunis en juin à Venise, que les Soviétiques allaient retirer une division d'Afghanistan.

S'il faut entretenir d'étroites relations avec M. Helmut

Schmidt, l'« européen convaincu » qu'a voulu être M. Giscard d'Estaing doit-il pour autant négliger ses autres partenaires ?

Si — dernière en date des fausses manœuvres — il pouvait se présenter comme l'homme de la paix au Liban, il fallait s'assurer auparavant d'un minimum de concours, alors que tous lui ont fait immédiatement défaut. Pris entre son amitié pour le président Sadate et son refus de cautionner les accords de Camp David, le président a d'ailleurs perdu sur les deux tableaux au Proche-Orient.

Si « Giscard l'Africain » voulait faire une grande politique, il devait s'appuyer sur les hommes les plus respectables et non sur les plus corrompus. Kolwezi ne fait pas oublier ce qu'est le Zaïre. Et comment M. Giscard d'Estaing a-t-il pu entretenir si longtemps d'intimes relations personnelles et familiales avec un tyranneau, devenu empereur de pacotille, les cadeaux n'étant qu'un signe parmi d'autres des services rendus ? La façon dont il l'a finalement renversé n'a pas été plus comprise des autres pays africains que sa longue fréquentation et ses largesses financières.

En revanche, l'affaire tchadienne ne peut vraiment figurer au passif. Dès l'origine, elle était compliquée. Les démarches élyséennes l'ont simplement rendue inextricable.

Le premier tour

Le premier tour de l'élection présidentielle se présente dans des conditions fort différentes de celles du premier tour de 1974. Outre que, pour la première fois, le président sortant peut être jugé sur son bilan, le phénomène de rejet qui, à droite comme à gauche, se produit à son égard peut s'exprimer de bien des façons. Il y a neuf candidats que le président a bien tort de brocarder, parce qu'ils incarnent avec lui ce « pluralisme » qu'il se flatte de respecter.

Ceux des électeurs et des électorales qui n'ont pas ou n'ont plus confiance en lui n'ont que l'embarras du choix. En changeant de président ou en changeant de majorité, ou bien les deux à la fois.

La situation est plus confuse à droite qu'à gauche. Les giscardiens ne se lassent pas de rappeler qu'il y a bien une majorité puisque pendant sept ans et jusqu'au dernier jour aucune motion de censure n'a été votée contre le gouvernement. Les chiraquiens ne se lassent pas davantage de répéter qu'ils ne pouvaient voter la motion qu'avec les voix de gauche et que cette convergence leur aurait été tenue à crime lors des élections qui auraient suivi l'inévitable dissolution. En fait les uns et les autres ont été pendant cinq ans prisonniers d'un système inventé pour assurer la stabilité ministérielle, mais qui a abouti à paralyser le jeu parlementaire et, plus d'une fois, l'action gouvernementale.

Y a-t-il encore une majorité lorsque la plus grande partie

L'autre conflit africain, celui du Sahara, l'a placé également entre son amitié pour le roi du Maroc et la nécessité de ménager l'Algérie, sans laquelle la France ne peut agir au Maghreb.

Reste la politique de défense dont se flatte le président sortant, et qui lui vaut un certain prestige à l'extérieur, sans toujours convaincre à l'intérieur. Force de dissuasion, forces classiques, forces d'intervention outre-mer, la panoplie est complète, si non achevée. Encore faut-il adapter le matériel aux missions des trois armées et en évaluer le coût. Pour que la France soit vraiment la troisième puissance militaire nucléaire, il faut accroître non seulement le nombre mais la portée et la puissance de feu des fusées de la force de dissuasion.

Politique intérieure de moins en moins libérale, gestion économique partagée entre l'interventionnisme étatique et le laisser-faire, politique étrangère d'inspiration généreuse, sinon utopique, mais d'efficacité réduite, présidentialisme accentué source d'absolutisme, voire d'intolérance au sommet et d'irresponsabilité dans l'ensemble du corps social. Ce bilan offre-t-il vraiment une base de départ pour un septennat nouveau ?

de ceux qui la composent condamnent jour après jour la politique du gouvernement, le premier ministre qui est censé la conduire et le président qui l'inspire et la définit ?

M. Giscard d'Estaing observe que, réélu, il pourrait gouverner d'autant plus librement qu'il ne se représenterait pas en 1988. Mais il omet de rappeler qu'il y aura des élections législatives moins de deux ans après son éventuelle réélection, en mars 1983. Les rivalités au sein de la majorité risquent de se poursuivre de plus belle si les gaullistes ne se satisfont ni de la politique, ni des méthodes, ni de la personne du président prolongé. La réélection peut être vraie de la part des giscardiens au terme d'une campagne où les deux candidats de l'ancienne majorité et leurs partisans ne se seront pas ménagés.

On assiste d'ailleurs à un curieux chassé-croisé. La politique étrangère de M. Giscard d'Estaing — à l'égard d'Israël, de l'Union soviétique et, jusqu'à l'arrivée de M. Reagan, des Etats-Unis et même de l'Europe de Bruxelles — devrait plaire aux gaullistes du R.P.R. A l'inverse, la politique économique de M. Chirac devrait convenir aux libéraux de l'U.D.F.

M. Giscard d'Estaing, qui, du haut de sa magistrature suprême, délivre les brevets d'homme d'Etat, a refusé de s'en publier le détail. M. Mitterrand Depuis longtemps, il ne l'a jamais accordé en privé à M. Chirac. Il n'empêche que ce dernier apporte un nouveau souffle et incarne une volonté

politique moins discernable chez le président sortant.

Mme Marie-France Garaud et M. Michel Debré, qui prennent apparemment des voix aux deux « grands » candidats de la majorité, risquent de gêner plus M. Chirac que M. Giscard d'Estaing. Mais, s'ils expriment avec conviction des idées simples et catégoriques, ils ne peuvent faire plus que témoigner avec force.

Pour la première fois, une élection présidentielle voit s'affronter les diverses tendances de la gauche. De ce côté-là aussi, l'électeur n'aura que l'embarras du choix.

M. Giscard d'Estaing a écrit dans *Démocratie française* que les divisions entre les Français sont plus idéologiques que sociologiques ; il se trompe. Aujourd'hui comme hier, l'électorat de la gauche comporte plus de jeunes, plus d'ouvriers, d'employés et de cadres moyens que celui de la droite. A l'inverse, la possession d'un patrimoine, si modeste soit-il, compte autant que l'appartenance à telle ou telle tradition politique.

M. Marchais représente avant tout des catégories sociales qui depuis trente-quatre ans se trouvent privées du pouvoir, vivent, militent et travaillent en état de dissidence morale dans les entreprises comme dans l'Etat. Y resteront-elles à jamais sans qu'un jour ou l'autre l'unité française en souffre gravement ?

Il en va de même de M. Mitterrand et de son parti, qui sont davantage à l'image sociologique de la France entière. On l'a dépeint comme l'homme du passé, alors que tant d'hommes nouveaux et de cadres de la nation se reconnaissent en lui. De ce côté-là, la relève est prête. Pourquoi attendre ?

Si M. Mitterrand ne peut être élu sans les voix des partisans de M. Marchais, il ne peut davantage l'être sans les suffrages des électeurs de M. Crépeau. S'il y a une force d'appoint indispensable, elle est bien de ce côté-là. Le candidat des radicaux de gauche a apporté dans cette campagne un réalisme et une authenticité qui font parfois défaut aux chefs de file.

Mmes Bouchardeau et Lagulier sont à la gauche de M. Mitterrand ce que M. Crépeau, et sans doute une part des électeurs de M. Brice Lalonde, sont à sa droite. Tous quatre apostrophent l'opposition autant que le pouvoir et témoignent avant tout. En écoutant les trois candidates et l'écologiste, on se dit une nouvelle fois que si le monde ne vaut que par les extrêmes, il ne dure que par les modérés. Mais il s'agit tout de même d'une élection, et leurs voix comptent.

Car le second tour se jouera dès le premier. Moins l'écart entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing ou M. Jacques Chirac sera important au premier tour, plus grandes seront les chances du candidat socialiste de l'emporter au second. Ce que souhaitent

tout à la fois Mmes Bouchardeau, Lagulier et M. Crépeau.

Quel que soit le président élu le 10 mai, il est un certain nombre de valeurs, de nécessités ou d'évidences dont il devra tenir compte.

La première tient en démocratie, à la nécessité de contrepois au pouvoir, de contre-pouvoirs. Le présidentialisme et le centralisme accentués d'aujourd'hui sont dus à la mesure qui, de bas en haut, menace tout pouvoir, indépendamment même des hommes, des structures ou des circonstances. Tout pouvoir tend par une pente, une logique fatale, à dépasser la limite de ses droits et à épiétrer sur ceux des individus et des groupes. Aujourd'hui, l'exécutif n'a de véritable contrepois ni dans la presse, ni dans les partis, ni dans les institutions régionales, ni au Parlement. Jamais l'exercice du pouvoir n'a été plus solitaire au sommet ; il est nécessaire que le futur président ait auprès de lui une équipe, une formation qui sache lui rappeler qu'il ne peut tout faire. Le premier ministre ne doit plus être un chef d'état-major mais un chef de gouvernement.

La seconde évidence, la seconde valeur démocratique est qu'« on ne change pas la société par décret (1) ». Il est facile de modifier les lois et les structures ; il est beaucoup plus difficile de faire évoluer les mentalités ; il y faut du temps, beaucoup de temps. Les résistances au changement sont telles que les réformes les plus nécessaires s'enlisent ou s'amenuisent à chaque stade qu'elles doivent franchir avant de s'incarner dans les réalités, dans la vie des hommes, des organisations et des institutions. D'où la tentation de tout pouvoir, nouveau ou non, de changer globalement par voie d'autorité tel secteur de l'économie, de l'enseignement ou de l'Etat ; il y a d'autant plus conduit que, faute des évolutions nécessaires, il doit combler en quelques mois les retards pris en quelques années.

La dernière évidence et la première valeur est de savoir quelle nature de société l'on souhaite. Est-ce une société d'assistance ou une société de responsabilité ? Est-ce une société où certains ont le droit à la parole et d'autres ne l'ont pas ? Le conservatisme rejoint ainsi le collectivisme ; il refuse que les citoyens s'occupent de leurs propres affaires sinon au sein d'appareils qu'il contrôle ; il redoute la vie associative, qui, privée peu à peu de moyens, a sensiblement décliné à la fin du septennat. Il régente la communication de telle façon que les contestataires, les généraux ou simplement les minoritaires ne puissent s'exprimer librement, sinon tous les cinq ou sept ans.

La tentation de tout pouvoir dans les pays développés est d'instaurer ou de parfaire une société où chacun soit assisté et silencieux.

L'accepte-t-on ou non ? JACQUES FAUVET. (1) Titre du livre de Michel Crozier

La campagne de Mme Bouchardeau

Pour un désarmement nucléaire unilatéral

Mme Huguette Bouchardeau, candidate du P.S.U. à l'élection présidentielle, a présenté, mardi 21 avril, ses propositions en matière de politique internationale et de défense.

Le P.S.U. et sa candidate proposent « de lutter pour une France et une Europe non alignées, troisième force qui servirait d'interlocuteur et de point de référence aux pays non alignés du tiers-monde ». Il s'agit « de rompre une dynamique qui pousse les deux super-puissances à un conflit qui nous imposerait tous ». « L'énergie, note Mme Bouchardeau, est le premier terrain sur lequel les pays en voie de développement ont entamé la contestation des termes de l'échange. La crise énergétique offre ainsi l'occasion pour un pays comme la

France d'instaurer des rapports nouveaux avec les pays en voie de développement (...). Seule cette politique non alignée peut résoudre de manière satisfaisante le problème énergétique en France et en Europe tout en passant d'une dépendance réciproque (matières premières contre produits alimentaires, biens manufacturés et technologies) à un rapport de complémentarité et de renforcement réciproques. »

Mme Bouchardeau conçoit la proposition du P.S.U. d'un « désarmement nucléaire unilatéral » comme une initiative destinée à arrêter la course aux armements et à imposer une issue positive aux propositions de désarmement multilatéral. Le P.S.U. estime que la dissuasion, outre qu'elle représente un danger pour

l'humanité dans la mesure où elle est fondée sur l'arme nucléaire, est « démotivatrice » pour les Français qui en tirent, selon lui, l'illusion de la sécurité. Il pré-

conise une « défense populaire », à l'image de celle qui a été mise en place en Yougoslavie, suffisamment efficace pour dissuader tout agresseur potentiel.

M. Schumann tire argument de l'éventualité d'un faible écart entre MM. Mitterrand et Chirac et de la nécessité de « reconstruire l'unité de la famille gaulliste ».

M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation, a notamment déclaré, mardi soir 21 avril, à Valence : « Je suis sûr que la majorité se retrouvera pour interdire à M. Mitterrand d'entrer à l'Elysée avant qu'il ait été élu président de la République. Et je dis à M. Giscard d'Estaing : « Je vous en prie, délivrez-nous de ce danger. »

Le comité s'indigne notamment de la « débauche financière qui caractérise l'actuelle campagne » et de « l'utilisation scandaleuse » de certains sondages « au service de la malhonnêteté politique ».

M. Maurice Schumann, ancien ministre, ancien vice-président du Sénat, a souhaité, mardi 21 avril, à Strasbourg, le retrait de la candidature de Michel Debré.

LE PASSAGE DES CANDIDATS A LA RADIO ET A LA TÉLÉVISION

MERCREDI 22 AVRIL
— France-Inter, à 20 heures : MM Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Mme Arlette Lagulier (douze minutes chacun).
— TF 1 et Antenne 2, à 20 h 10, et FR3, à 23 h, 5 : MM. Michel Crépeau, Brice Lalonde (douze minutes chacun).
— M. François Mitterrand est l'invité du journal d'Europe 1, à 19 h 10.
— M. Brice Lalonde est reçu à l'émission « Le grand jury » sur R.T.L., à 20 h 30.
JEUDI 23 AVRIL
— TF 1 et Antenne 2, à 12 h 40, et FR3, à 17 h 30 : MM Valéry Giscard d'Estaing, Michel Debré, Mme Huguette Bouchardeau (12 minutes).
— France-Inter, à 13 h 30 : MM. Jacques Chirac, Georges Marchais, Brice Lalonde (12 minutes chacun).
— France-Inter, à 20 h : Mmes Marie-France Garaud, Hu-

guette Bouchardeau, M. Michel Debré (12 minutes chacun).
— TF 1 et Antenne 2, à 20 h 10, FR 3 à 22 h 50 : Mme Arlette Lagulier, MM Georges Marchais, François Mitterrand, Jacques Chirac (12 minutes chacun).

Tribunes et débats

JEUDI 23 AVRIL
— Mme Marina Avdorny, du comité de soutien de Mme Arlette Lagulier, est reçue à l'émission « Parlons clair » sur France-Inter à 7 h 50.
— M. Jean-François Dentau, porte-parole de M. Valéry Giscard d'Estaing, est l'invité du journal de 13 h sur France-Inter.
— M. Valéry Giscard d'Estaing participe à l'émission « Forum » sur R.M.C à 19 h.
— M. Jacques Chirac est l'invité de l'émission « Le grand jury » sur R.T.L., à 20 h 30.